



La ville et ses mutations

Dans les années 1870, confronté à une métamorphose économique importante, le quartier des Quatre-Chemins se trouve en rupture avec le reste d'Aubervilliers demeuré rural. S'estimant laissés-pour-compte, ses habitants décident de créer une commune libre. L'affaire tournera court. Elle est cependant significative des questions posées par l'entrée dans l'ère industrielle.

La commune libre des Quatre-Chemins

Le quartier des Quatre-Chemins est partagé entre Aubervilliers et Pantin par la route de Flandre.

Vaste plaine agricole jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les Quatre-Chemins se métamorphosent en quelques années avec notamment l'extension de Paris, la construction des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis... En 1860, les industriels trouvent, aux portes de la capitale, des terrains disponibles, de l'eau en abondance et des voies de communication indispensables à la circulation des produits. En 1865, l'ouverture des abattoirs de La Villette accroît l'industrialisation.

En quelques années, le quartier devient une véritable agglomération. En 1866, alors que le centre d'Aubervilliers compte 5 503 habitants et celui de Pantin 5 298, la population des Quatre-Chemins, essentiellement ouvrière, atteint 6 116 personnes. Marqué par les usines, ce territoire est administrativement séparé en deux parties et contraste avec le centre des communes-mères. Les habitants reprochent à Aubervilliers et Pantin de les ignorer et de

les maintenir dans un état de sous-équipement désastreux.

Un groupe de citoyens fait alors le projet d'ériger en commune libre les Quatre-Chemins. A la tête de cette fronde se retrouvent la plupart des industriels du quartier : Cartier-Bresson (directeur de filature de coton), Sarrebourse d'Audeville (propriétaire d'une raffinerie de sucre), Baujard (fabricant de bougies), Odend'hal (négociant), Vallienne (directeur de l'usine Pivert), Mihaud (fabricant de savons), Nicolle (directeur de verrerie), Rimailho (fabricant d'allumettes), et quelques notables dont François Joigneaux-Poulain, un ancien maire d'Aubervilliers. En fait, ils estiment nécessaire cette sécession pour garantir les intérêts de l'industrie. Le contexte leur paraît favorable car l'année 1867 a vu naître deux communes nouvelles : Levallois-Perret et Les Lilas. Maîtres du développement économique, les industriels, d'autre part, ne réussissent pas à s'imposer à la mairie

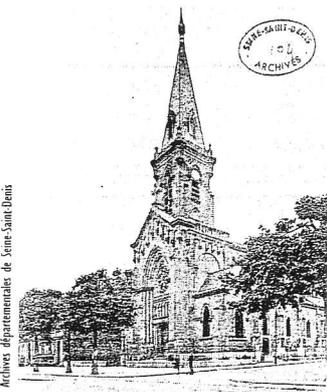
d'Aubervilliers. Aux élections municipales de l'été 1871, c'est à nouveau un propriétaire terrien, Toussaint Claude Bordier, qui est élu maire.

Ainsi, dès le 14 novembre 1871, une pétition visant à la création d'une commune indépendante est lancée. En mars 1872, elle a déjà recueilli 1 034 signatures. La demande est officialisée auprès de la préfecture le 1^{er} mars 1872. Elle est suivie d'une enquête : Pantinois et Albertivillariens sont invités, par voie d'affiche, à donner leur avis sur la question, en mairie, du 10 au 24 mars. Neutralité oblige, le maire de Saint-Denis, Jean-François Moreaux, est nommé commissaire-enquêteur. A Aubervilliers, la consultation se déroule dans un climat tendu : des affiches préfectorales sont recouvertes par des affiches municipales « précisant » les jours ouvrables de l'enquête, une enquête municipale parallèle est menée à domicile par les opposants au projet. Finalement, 1 855 Albertivillariens s'expriment sur le registre officiel : 1 184 se prononcent contre la commune libre des Quatre-Chemins, 670 pour.

Les partisans de la séparation dénoncent l'insécurité, les carences en équipements, l'éloignement des services publics. Les Quatre-Chemins n'ont alors ni école publique, ni salle d'asile alors que 5 500 enfants y habitent dont 1 800 en âge d'ins-truction primaire. Une partie des sécessionnistes réclament la création d'une paroisse, l'absence d'église les obligeant à se rendre à Notre-Dame-des-Vertus ou à l'église Saint-Germain de Pantin. Quant à l'état d'insalubrité, il indigné le commis-

L'église Sainte-Marthe

La création de la paroisse des Quatre-Chemins est la conséquence directe du projet de commune libre. La construction de l'église Sainte-Marthe connaît bien des péripéties : la première pierre est posée le 4 juin 1876 mais la suppression de la paroisse, le 6 décembre 1879, interrompt les travaux. L'église qui n'a plus qu'un statut de chapelle est achevée et inaugurée le 3 avril 1898. Elle a coûté 500 000 F. Le clocher est bâti en 1902. La paroisse est rétablie le 27 janvier 1907 après le vote des lois de séparation de l'Église et de l'État.



Archives départementales de Seine-Saint-Denis

saire-enquêteur : « Cette partie de la commune n'est que cloaques d'eaux immondes que le sol infecté et encrassé ne peut plus absorber ; des rues où s'étalent des constructions élevées au gré des propriétaires sans le moindre souci de l'alignement et de l'écoulement des eaux ménagères. » Dans les années 1860, pour loger les ouvriers, les cités Demars (à Aubervilliers) et Forest (à Pantin) avaient été édifiées à la va-vite sur d'anciens terrains agricoles. Le souci premier des promoteurs n'était pas la salubrité. Résultat : des immeubles sans égouts, sillonnés de rues étroites non pavées (passages Solférino, Aubry, Caron, Demars, de l'Union, du Haut Grimpel, pour ne prendre que quelques exemples). Bien que la loi impute ces travaux aux propriétaires, cette situation est reprochée à la municipalité.

les ouvriers sont rejetés

Malgré les résultats de l'enquête, les séparatistes ne renoncent pas au projet. La municipalité de son côté refuse de reconnaître le déséquilibre entre le vieil Aubervilliers et les Quatre-Chemins (seule l'ouverture du Chemin du Vivier, traversant la cité Demars, est à son actif). L'antagonisme est profond entre le clan des industriels et celui des ruraux comme l'analyse P.-M. Poussié, notaire de la commune : « L'ancienne population d'Aubervilliers composée en grande partie de cultivateurs a vu avec une sorte d'effroi ces nouveaux habitants qui ont bâti leurs usines, leurs maisons dans des terrains où ils conduisaient leurs charrues, et, d'un autre côté, la nouvelle population qui a payé à beaux deniers les terrains où l'on récoltait la carotte et le navet a exprimé un peu trop vivement son dépit d'être mal accueillie. »

Population itinérante, d'origine provinciale, les ouvriers sont en effet mal acceptés. L'équipe municipale les soupçonne d'être le jouet des industriels : « Les ouvriers verriers, raffineurs, tisseurs en coton, vernisseurs, tanneurs figurent en majorité parmi les signataires, ils dépendent en effet des établissements de MM. Nicolle, Cartier-Bresson, Sarrebourg d'Audeville, Pivert ; ils ont sans doute désiré être agréables à leurs patrons. »

Alarmée par la perspective de perdre une partie de son territoire (114 hectares sur 569), les revenus de l'octroi (48 000 F par an) et l'axe stratégique de la route de Flandre, la municipalité répondra à certaines urgences : le 13 juillet 1873, un bâtiment est loué provisoirement en guise d'école et de salle d'asile. Le quartier bénéficie d'améliorations. Les sécessionnistes obtiennent une église : la paroisse des Quatre-Chemins est créée le 19 octobre 1874 par décret présidentiel. La construction de l'église Sainte-Marthe débute en juin 1876.

La commune libre des Quatre-Chemins ne verra finalement pas le jour mais l'épisode révèle les difficiles mutations de la banlieue au XIX^e siècle, déchirée entre les intérêts contradictoires d'un monde rural en perte de vitesse avec ceux des industriels aspirant à des bénéfices croissants et ceux des ouvriers exploités et rejetés. ●